

Supprimer la pauvreté : un enjeu pour les municipales

7 février 2020



portée de notre pays, sans même compter l'impact économique de relance de l'activité par la consommation, bien supérieur à celui d'une baisse d'impôt qui grossit l'épargne.

Une telle entreprise relève de la solidarité nationale. Malheureusement, le gouvernement a d'ores et déjà indiqué que son futur « Revenu universel d'activité », aux contours encore imprécis, se fera sans moyens supplémentaires. On voit mal comment après avoir réduit les allocations logement des plus pauvres, il pourrait en sens inverse augmenter le RSA ou l'allocation spécifique de solidarité. Faudrait-il que les plus démunis aillent en masse casser les vitrines des belles avenues parisiennes, pour qu'ils soient entendus ? Cet ensemble hétéroclite de femmes seules avec enfants, de jeunes en galère ou de couples sans emploi n'a pas ni unité ni organisation.

Peut-on rester infiniment sans rien leur proposer, notamment aux plus jeunes qui ont le droit de voter mais pas le droit au RSA ? Si la majorité n'avance pas, alors ce sera aux élus municipaux de prendre leurs responsabilités. Les communes agissent depuis longtemps, en particulier à travers les centres communaux d'action sociale, qui jouent un rôle d'amortisseur de la crise de l'emploi. Il faut aller plus loin. Déjà, un revenu très proche de notre RMU a été mis en place à Grande-Synthe dans le Nord depuis cet été, montrant qu'une commune « zéro pauvres », c'est possible. Fera-t-il des émules ? Le soutien aux plus démunis sera-t-il un enjeu de la campagne ?

L'opération est coûteuse mais réalisable pour une mairie, notamment si elle était appuyée par les départements. Le risque est que le RMU soit mis en place uniquement dans les communes riches, notamment parce que des grandes entreprises y sont implantées. Au fond, ce type de revenu relève bien de la solidarité nationale. Mais si ce revenu minimum commençait à s'imposer localement, on voit mal comment il ne pourrait pas être généralisé au niveau national. Au fond, c'est bien une question de volonté politique, notamment vis-à-vis des jeunes. Contrairement aux discours médiatiques sur l'assistanat, la population française demeure **profondément solidaire** envers les plus démunis. En tout cas, les élus qui s'engageront dans ce sens marqueront l'histoire sociale de notre pays.

Noam Leandri et Louis Maurin

Ce texte est extrait de *La Gazette* du 15 octobre 2019.

Lire une version [développée de notre proposition](#).

Photo / CC Anemone 123 Pixabay

Éradiquer la pauvreté, c'est possible en mettant en place un revenu minimum unique (RMU) supérieur au seuil de pauvreté, équivalent à 860 euros pour une personne seule. Notre proposition ([lire le texte détaillé](#)) devrait devenir un enjeu politique des prochaines élections municipales.

Le filet de sécurité actuel des minima sociaux français demeure incomplet. Les jeunes de 18 à 25 ans n'ont droit à rien, sauf circonstances très exceptionnelles. La plupart des adultes sans ressources touchent moins de 500 euros par mois. Des ressources aussi faibles sont indignes d'une société riche comme la nôtre où la moitié des individus vivent avec plus de 1 700 euros par mois (pour une personne seule, après impôts et prestations sociales). Le bas niveau des minima sociaux oblige les allocataires, soit à vivre dans la dépendance (aide de la famille, d'amis ou d'organismes caritatifs), soit à exercer ici ou là des travaux non déclarés.

La mise en place d'un RMU élèverait le niveau de vie de cinq millions d'individu au-dessus du seuil de pauvreté, notamment des jeunes mais aussi de très nombreuses familles. Un pas en avant considérable en matière de politiques sociales, comparable à la mise en place de la couverture maladie universelle.

Selon nos estimations, le coût total de la mesure serait de sept milliards d'euros, l'équivalent de moins de la moitié des 17 milliards d'euros mis sur la table après la crise des gilets jaunes ou un tiers de la suppression de la taxe d'habitation. Elle est à la

- Adresse de cet article : <https://www.inegalites.fr/Supprimer-la-pauvrete-un-enjeu-pour-les-municipales>